

rivages, dans cette « matrice » que constitue la langue maternelle, inlassablement écoutée, cultivée, réapprise et transmise.

— LUC BARBULESCO

DOMINIQUE CHEVALLIER (SOUS LA DIRECTION DE). *LES ARABES ET L'HISTOIRE CRÉATRICE*. ACTES DU COLLOQUE ORGANISÉ EN SORBONNE. PARIS, PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE, 1995, 200 p.

Les Arabes et l'histoire créatrice

Ce livre, publié aux Presses de l'université de Paris-Sorbonne, rassemble les communications d'un colloque tenu à cette même université sur le thème du rapport des Arabes à leur histoire, et à l'Histoire. Dans la dense présentation qu'il fait de l'ouvrage, le Pr. Dominique Chevallier attire l'attention sur le lien par lequel se nouent l'évolution d'une nation – tant matérielle que politique et intellectuelle – et la manière dont celle-ci tente de conduire cette assomption de sa propre histoire, qui est véritablement la clé de sa participation au concert du monde.

Assurément, la compréhension de la manière dont les Arabes envisagent leur histoire exige de la part des observateurs une certaine empathie vis-à-vis de leur sujet, laquelle, toutefois, ne devrait pas aller jusqu'à reprendre à leur compte des positions et des visions que les Arabes entretiennent d'eux-mêmes. La communication d'André Miquel, en particulier, est révélatrice. On peut y lire des affirmations selon lesquelles l'historiographie arabe s'ordonne à partir d'une origine, qui est la Révélation ; qu'elle se trouve ensuite coupée en deux par la rupture qu'entraînerait la fin du califat en 1258 ; que la géographie arabe place en son centre le double pôle La Mecque-Médine. Notre éminent historien, s'il manifeste à sa compréhension de la *Weltanschauung* des musulmans, manque à expliquer de manière satisfaisante des phénomènes aussi considérables que celui de la persistance d'une puissante image du Caire mamelouk,

par exemple, ou celui de la *Nahda*. Et pour ce qui est de la géographie, pourquoi les Arabes appellent-ils « Médiante » la mer qui baigne les rivages occidentaux du *watan* ? Ce nom devrait plutôt, selon l'image du monde proposée par André Miquel, s'appliquer à la mer Rouge...

La figure d'un historien de l'Algérie, le commandant Rinn, qui fut le chef du Bureau arabe à partir de 1881, telle que la restitue Jacques Frémeaux, procure une impression de candeur rafraîchissante : on a perdu aujourd'hui le sens de cette érudition qui joignait à la curiosité des réalités l'absence tranquille d'illusions sur une marche orientée de l'Histoire, cette marche conduisit-elle à l'État hégélien... Absence d'hypocrisie, aussi : l'esprit du Bureau arabe était « *animé du souci de comprendre, pour contrôler et dominer* ». Cette domination avait au moins le mérite, chez le commandant Rinn et ses pairs, de faire pièce à l'entreprise coloniale.

Sur cette question de la prise de conscience de leur personnalité historique propre par les Arabes, c'est la communication d'Abdelkader Djeghloul, qui, à partir du cas algérien, est la plus éclairante... dans les apories qu'elle décrit. Et l'on se prend à aspirer au jour où les intellectuels arabes – et leurs collègues arabisants – lassés des délices périlleuses de l'incantation, consentiront à laisser à d'autres – écrivains, *muthaqqafîn*, philosophes... – le soin de formuler et assumer ce discours sur soi adressé au monde qu'est l'histoire - laquelle est une chose trop précieuse pour être laissée entre les mains des historiens.

— L. B.

LES TRADUCTEURS DANS L'HISTOIRE. OUVRAGE COLLECTIF PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE J. DELISLE ET JUDITH WOODSWORTH. ÉDITIONS UNESCO, 1995, 340 p.

Ce livre est né d'un projet, conçu dans les années 60, d'une histoire universelle de la traduction. A mesure que ce projet se développait, il apparaissait qu'« *étudier l'histoire*

de la traduction équivalait en quelque sorte à reprendre l'histoire des civilisations ». Et c'est, de fait, un exposé de la circulation des textes et des idées à travers le temps et l'espace que présente cet ouvrage, dont l'ampleur n'altère pas la précision. Plus qu'aux aspects théoriques de la traduction, d'ailleurs, cette étude s'attache plutôt au rôle joué par les traducteurs eux-mêmes, dont certaines grandes figures sont ici convoquées : Mesrop Machtots, inventeur de l'alphabet arménien, Hunayn Ibn Ishâq, qui était à Bagdad, au IV^e siècle, à la tête d'une véritable faculté, où les versions arabes de textes grecs passaient par le truchement du syriaque, Cyrille et Méthode, amis aussi des cohortes de noms moins connus, tel ce jeune « interprète-résident » du temps de la conquête française du Canada au XVII^e siècle, Etienne Brûlé, qui poussa la familiarité, mieux : l'identification avec ses hôtes indiens jusqu'à devenir lui-même Huron, puis livrer aux Anglais la ville du Québec, avant d'être à son tour trahi par les Hurons, qui le dévorèrent... *Traduttore, traditore...*

Dans un chapitre consacré aux traducteurs « *bâtisseurs de langues nationales* », le cas de l'hébreu moderne est étudié en rapport avec des exemples comparables en Europe. On apprend ainsi que « *fort de l'appui des dirigeants sionistes, [les militants de l'usage de l'hébreu] organisaient des manifestations bruyantes destinées à perturber les événements publics se déroulant dans une langue autre que l'hébreu* ». On voit là que promouvoir une « langue nationale », ce n'est pas seulement donner une expression linguistique à l'État que l'on veut construire, c'est aussi réduire au silence toutes les autres expressions, senties comme concurrentes. Les militants sionistes n'ont fait que reprendre, sous une forme hystérique, des pratiques observées en Europe à des époques antérieures et sur une période longue, pratique consistant à s'appuyer sur un appareil d'État lui-même en formation pour imposer, à travers l'usage d'une langue dite nationale, un projet culturel et politique homogène.

Mais le cas de la réinstauration de l'hébreu a encore ceci de paradoxal que le mimétisme qui

s'y manifeste par rapport aux pratiques européennes s'exerce de façon à la fois intensifiée (faire en l'espace d'une génération ce que les pays européens ont accompli en plusieurs siècles : plus de trois cents ans séparent, par exemple, l'édit de Villers-Cotterêts – 1539 – et l'époque où le français s'impose véritablement comme langue d'usage universel sur tout le territoire, se substituant à la fois au latin et aux langues régionales), et inversée : en Europe, c'est la traduction de la Bible en langues vernaculaires qui a contribué à créer les langues nationales ; en Israël, c'est la traduction des œuvres européennes dans la langue de la Bible qui a fait de l'hébreu cette langue nationale qu'il avait cessé d'être depuis la fin du VI^e siècle av. J.-C.

Dans un autre chapitre, la question est posée des rapports entre les traducteurs et les textes sacrés, les exemples biblique et coranique étant mis en parallèle avec ceux des versions des textes bouddhistes en Asie orientale. Il n'y a pas, en effet, qu'un poème qui, traduit, se transforme « en clair de lune empaillé ». Certains textes possèdent, de par leur facture et leur fonction, une efficace particulière, une faculté singulière de mobilisation, qui se trouvera affaiblie, sinon annulée par la traduction. C'est là peut-être qu'il faut chercher la raison véritable de l'intraduisibilité du Coran. Si des versions non arabes existent en grand nombre – on en a répertorié plus de 2660, en 70 langues – l'auteur de l'article remarque fort justement que ces « interprétations », qui apparaissent dès le IX^e siècle sous forme interlinéaire, ne sont nullement destinées à la conversion des non musulmans, mais bien à consolider dans leur foi les musulmans eux-mêmes. Ce qui implique que seul le texte arabe possède cette puissance d'ébranlement qui est, d'une certaine façon, la sacralisation de ce qui, pour l'ancienne rhétorique, relevait des pouvoirs de l'éloquence.

C'est l'exemple de Borges – évoqué dans un chapitre intitulé : « *Les traducteurs, artisans de littératures nationales* » – qui montre le mieux à quel point l'activité de traduction, pratiquée

dans un esprit de curiosité littéraire davantage que par souci d'utilité, peut avoir partie liée avec la création, à quel point elle permet et facilite cette circulation universelle des mots, des idées et des émotions qui, loin d'être empêchée par la diversité babélique des idiomes, trouve dans cette diversité même l'occasion et le ressort de son mouvement.

— L. B.

BARBARA J. SMITH. *THE ROOTS OF SEPARATISM IN PALESTINE : BRITISH ECONOMIC POLICY 1920-1929* (LES RACINES DU SÉPARATISME EN PALESTINE : LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE BRITANNIQUE DE 1920 À 1929). SYRACUSE UNIVERSITY PRESS, SYRACUSE, 1993. 258 P.

Ce livre fait partie d'un ensemble grandissant d'études qui affirment que certains aspects du conflit arabo-sioniste sont bien antérieurs à ce qu'on avait pensé jusqu'aujourd'hui. Le corpus d'études comprend des travaux comme *The Arabs and Zionism before World War I* (Les Arabes et le sionisme avant la Première Guerre mondiale) de Neville Mandel, *Expulsion of the Palestinians : The concept of « Transfer » in Zionist Political Thought, 1882-1948* (L'expulsion des Palestiniens : le concept du « transfert » dans la pensée politique sioniste de 1882 à 1948) de Nur Masalha, *The Origins of Palestinian Nationalism* (Les origines du nationalisme palestinien) de Muhammad Muslih, un des derniers ouvrages d'Alexandre Schölch, *Palestine in Transformation, 1856-1882* (La Palestine en transformation de 1856 à 1882), *Land, Labor and the Origins of the Israeli Palestinian Conflict, 1882-1914* (La terre, le travail et les origines du conflit israélo-palestinien de 1882 à 1914) de Gershon Shafir, ainsi que *Land and Power : The Zionist Recourse to Force, 1881-1948* (La terre et le pouvoir : le recours sioniste à la force de 1881 à 1948) d'Anita Shapira.

Ces ouvrages ont probablement contribué davantage à approfondir notre compréhension des origines du conflit que ne l'ont fait les

nombreux travaux « révisionnistes » qui, eux, se sont concentrés sur la période autour de 1948. Car aussi importants que soient ces derniers, ils n'ont fait que confirmer par des sources israéliennes, sionistes et occidentales ce que les sources arabes avaient déjà constaté concernant cette période cruciale.

Dans son livre, axé sur la politique britannique en Palestine pendant une décennie, Barbara J. Smith essaie de démontrer que l'Etat juif en Palestine, « *un Etat dans un Etat* », loin d'être établi en tant que réponse à l'escalade du conflit entre les communautés dans les années 1930, existait déjà sur le plan économique de par son idéologie et ses institutions à la fin des années 1920. Elle déclare notamment que « *le partage économique de la Palestine avait précédé de nombreuses années le partage géographique et était déjà bien en cours vers la fin des années 1920* » (p. 3), et réussit à en apporter les preuves. Elle illustre la dévotion constante que le mouvement sioniste porte au séparatisme et à l'exclusivité, notamment sur le plan économique, ainsi que son succès relatif auprès des quelques officiels britanniques hésitants qu'il a réussi à plier à sa volonté. Bien que le livre ne parle guère de l'économie arabe en Palestine, ni de la réaction arabe au séparatisme sioniste et à la politique britannique en faveur de ce séparatisme, il montre néanmoins clairement l'impact presque entièrement négatif de cette politique sur la majorité palestinienne du pays.

L'ouvrage nous offre un antidote bienvenu à l'important corpus de travaux antérieurs qui avaient tendance à ignorer ces facteurs. Car ces ouvrages prenaient pour argent comptant l'hypothèse britannique et sioniste que le soutien d'une économie juive séparée en Palestine pourrait avoir un impact positif sur la population arabe, et ce par quelque effet inexplicable. Barbara J. Smith confirme, en revanche, que cette hypothèse sur laquelle se fondait la politique britannique des années 1920 était complètement aberrante. Elle démontre que seul un mode de colonisation sioniste totalement différent aurait pu entraîner un certain effet positif de l'activité économique